

OPÉRATION DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE FAUVILLERS

Groupe de Travail 5 – agriculture, économie et produits locaux – le 26/03/2019

Réf. FAUVILLERS\ODR 2017\05 - GT\pilier économique\Fauvillers 20190326 PV GT5 agriculture économie.docx

Participants :

Habitants: 17 participants, dont 3 élus + 1 excusée (voir liste en annexe)

Personnes ressources : Mme Joëlle Houyez, ADL

Auteur : Mme Cécile Romand, bureau Lacasse-Monfort

FRW : Mmes Sophie Orban et Clémentine Descamps, agents de développement.

Déroulement :

- Le calendrier de l'opération de développement rural à Fauvillers
- Appel à candidatures à la CLDR
- L'Agence de Développement Local
- Le diagnostic de territoire
- Les groupes de réflexion
- Mise en commun

Le Bourgmestre accueille les participants. Il explique le contexte de la réunion et excuse l'absence du Parc Naturel Haute Sûre Forêt d'Anlier qui avait été initialement identifié comme personne ressource sur l'agriculture. Il cède ensuite la parole à la FRW, organisme d'accompagnement.

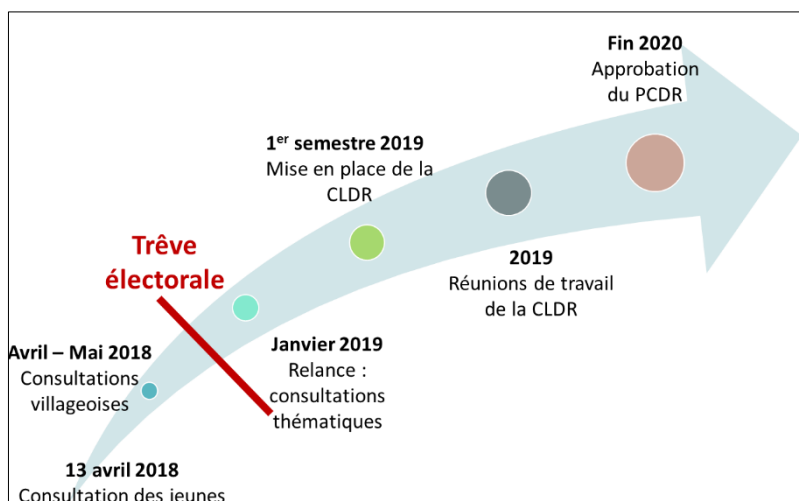
Le calendrier de l'opération de développement rural à Fauvillers

La Commune de Fauvillers a décidé de relancer une seconde Opération de Développement Rural (ODR). Il s'agit d'un processus à long terme, qui a pour objectif de définir une stratégie de développement du territoire communal pour les dix ans à venir. Cette démarche basée sur la participation citoyenne aboutira à la réalisation d'un nouveau Programme Communal de Développement Rural (PCDR).

La phase d'élaboration du PCDR comprend plusieurs grandes étapes :

- Les consultations villageoises : pour connaître la perception des habitants de Fauvillers sur leur commune et leur village. – Elles ont eu lieu en avril-mai 2018.
- Une réunion de relance de la dynamique s'est tenue en janvier 2019, pour faire le point sur les éléments ressortant des consultations villageoises et envisager la suite de la réflexion.
- Les groupes de travail : consultations thématiques ouvertes à tous les citoyens afin de définir des objectifs et des pistes de projets. – Il s'agit des réunions actuelles.

- Mise en place de la Commission Locale de Développement Rural (CLDR) : composée de mandataires et d'habitants des différents villages. Cette commission proposera une stratégie de développement et définira les projets à mettre en œuvre, ainsi que leur programmation. – L'appel est lancé jusqu'au 31/03/2019.
- Approbation du PCDR : le programme sera approuvé par la CLDR, par le Conseil communal et par le Gouvernement wallon.



Les groupes de travail thématiques - GT

Ces réunions visent des thématiques de la vie communale, axées sur les trois piliers du développement durable. Deux réunions étant prévues par pilier, 6 réunions seront donc organisées d'ici début avril. Le but est d'enrichir les réflexions issues des consultations villageoises, en analysant les besoins, en définissant des enjeux et en proposant des pistes de solution pour les 10 ans à venir. Ces séances sont ouvertes à tous.

Les thèmes abordés ce jour sont

- Économie et emploi
- Circuits courts - Produits locaux
- Agriculture

La Commission Locale de Développement Rural – CLDR

Les agents de développement proposent un petit jeu de questions/réponses pour découvrir les rôles, les missions et le fonctionnement de la CLDR.

- Cette commission consultative est associée à toutes les phases d'élaboration et de réalisation du PCDR. Elle est donc installée pour toute la durée de validité du PCDR.
- Elle se compose de 20 à 60 membres (effectifs et suppléants), dont maximum $\frac{1}{4}$ d'élus communaux.
- Elle se veut la plus représentative possible des habitants de la commune (âges, métiers, villages...)
- Sa composition est approuvée par le Conseil communal et la Région wallonne, ce qui lui donne un caractère officiel et lui confère un rôle primordial dans l'opération de développement rural.
- Ses principales missions :
 - Elle fait les liens entre la population et le pouvoir communal, et constitue un relais avec les Groupes Thématiques.
 - Elle valide le diagnostic territorial et établit avec l'auteur de PCDR une stratégie de développement à 10 ans.
 - Elle établit une priorité dans les projets à mettre en œuvre.
 - Elle propose un projet de PCDR au Conseil communal.
 - Ensuite, elle assure le suivi de la mise en œuvre du PCDR (min. 4 réunions par an)

Information

2 médias ont été mis en place afin de permettre à chacun de suivre l'opération de développement rural :

- Le site internet www.pcdr-fauvillers.info : où figurent les informations sur le développement rural, sur l'état d'avancement de l'opération, ainsi que différents documents utiles, tels que les calendriers, comptes rendus, documents préparatoires,....
- La page Facebook [PCDR Fauvillers](https://www.facebook.com/PCDR-Fauvillers) : pour des informations sur les différentes réunions et la dynamique locale.

L'agence de développement local - ADL, par Mme Joëlle Houyez, ADL

Organisme pluri-communal, l'ADL regroupe Léglise, Fauvillers, Martelange et Vaux-sur-Sûre. Elle a déjà reçu 2 agréments de la Région wallonne : 2014 – 2017 et 2017 – 2023. Elle mène des actions transversales de développement économique et d'accompagnement des entreprises sur son territoire. Elle repose sur deux agents de développement.

L'ADL, concrètement

- Un contact de première ligne, généraliste et gratuit
- Une connaissance du territoire et de ses ressources
- Une orientation vers des partenaires plus spécialisés
- Des projets apportant une plus-value au développement économique des communes

L'ADL offre un service et des conseils personnalisés aux porteurs de projets

- Accompagnement dans les étapes de création d'une entreprise : formulation du projet, étude de marché, stratégie commerciale, plan de communication.
- Informations sur le statut d'indépendant, le territoire d'implantation, les formations professionnelles, les dispositifs d'accompagnements, les aides à la création d'entreprise, les espaces à louer ou à vendre
- Relais vers les organismes de formation, les organismes d'aide à la création d'entreprises, les organismes de financement

L'ADL offre un service et des conseils personnalisés aux entreprises, commerçants, artisans

Elle propose des actions aux entreprises inscrites à la Banque Carrefour.

- Actions de réseautage pour favoriser les échanges et les synergies professionnelles (77 membres du réseau) : Business apéro, Afterwork des commerçants
- Actions de promotion : site de l'ADL www.adl-lfmv.be, le répertoire économique, la newsletter, la page Facebook, les bulletins communaux, les actions événementielles,... Exemples d'actions : chèque commerce (2.000.000€ ont déjà été investis dans le commerce local), portes ouvertes, guide d'achat local, plaisir d'offrir (style bongo regroupant 38 offres), concours (#NoëlLocal,...), la Campagne Achat Local → Amorce de création d'une association de commerçants
- Formations aux outils numériques à destination des entreprises : réseaux sociaux ; la gestion de son site web ; le référencement de son site web ; e-commerce ; notions de marketing digital
- Les marchés de terroir sur Martelange, Fauvillers (en juin et septembre) et Vaux-sur-Sûre
- Informations sur la législation, les aides à l'emploi, les aides publiques, les disponibilités foncières de la région,...
- Soutien en matière de recrutement, appels d'offres et marchés publics, partenariats public-privé, plan de communication et stratégie publicitaire, formations, ...

L'ADL offre un service et des conseils personnalisés aux pouvoirs locaux

Des projets qui apportent une plus-value au développement économique des communes :

- Infrastructures et équipements à vocation économique : ex. la Croix d'Or à Martelange, enquête coworking à Vaux-sur-Sûre
- Développement de projets touristiques : ex. le Ranch à Martelange

Programme d'actions 2019

- Transition numérique des entreprises : formations
- Capital humain/réseautage et acquisition de compétences : Business Apéros (inter)sectoriels, séances d'informations selon les demandes et actualités.
- Attractivité économique des communes : développement d'un projet annuel – pour Fauvillers : réflexion sur l'acquisition potentielle d'une serre et d'un immeuble à Malmaison.
- Dynamisation des activités économiques locales : soutien aux porteurs de projets et aux entreprises, communication, chèques commerces, campagne achat local, circuit artisans/entreprises.

Le diagnostic de territoire, par Mme Cécile Romand, auteur de PCDR

Emploi

- En 2015, 72% des Fauvillersois sont actifs. Il s'agit du taux d'activité le plus faible des communes voisines.
- Trouver un emploi sur la commune est compliqué. En effet, la commune de Fauvillers présente le plus faible ratio d'emploi intérieur de la microrégion belge (26,5%), 2 fois inférieur aux moyennes régionale (55,9%) et provinciale (54,6%). Moins de la moitié des salariés de la commune (43%) travaille à proximité de son lieu de résidence : 10% à Fauvillers, 33% dans les communes limitrophes (dont 23% à Bastogne).
- Faible taux de chômage (6,6% ou 79 personnes) mais en croissance
- Revenus totaux nets imposables supérieures aux autres entités
- Attractivité du Grand-Duché du Luxembourg (37% des travailleurs sont frontaliers)

Opportunités/menaces

- Les opportunités croissantes de l'emploi au Grand-Duché du Luxembourg
- Les revenus "luxembourgeois" participant aux investissements économiques sur le territoire communal
- Le risque de développement de villages dortoirs
- La mobilité croissante vers les bassins d'emploi
- La précarisation et l'isolement plus grands pour les plus faibles revenus

Entreprises

- Secteur primaire : agriculteurs indépendants, en plus grande proportion que dans les autres territoires de référence.
- Secteur secondaire : construction
- Secteur tertiaire : En 2016, 27% des postes salariés sont dans l'administration générale, 21% des postes salariés sont dans le domaine de la santé/social. 1/3 des indépendants sont des professions libérales de la santé.
- L'emploi salarié est constitué de 439 personnes, tandis que les indépendants sont au nombre de 200.
- Pas d'entreprises de plus de 50 salariés, mais une avec plus de 20 salariés
- Les salariés Fauvillersois travaillent dans les communes voisines, puis à Arlon et Libramont

Opportunités/menaces

- Les opportunités croissantes de l'emploi dans les pôles économiques voisins.
- L'utilisation des ressources locales (humaines, géographiques) pour développer une économie circulaire et non délocalisable.
- Le réseautage local (connaissance de chacun).
- L'isolement géographique et technologique, le manque d'accessibilité.
- La concurrence internationale (proximité du Grand-Duché du Luxembourg, de la France et d'internet).

ZAEM

- Une Zone d'Activités Economiques Mixtes est située à Malmaison.
- Elle est peu développée : elle s'étend sur plus de 32ha mais moins de 10ha sont occupés (moins de 30% de sa surface, 10 entreprises).

Opportunités/menaces

- L'existence d'une ZAEM avec des espaces disponibles
- Le développement privilégié des zonings de Bastogne, Arlon et/ou des zones intercommunales au détriment de celui de Malmaison.

Services et commerces

- ALE : Asbl créée en 1995 sur la commune, qui dépend du FOREM pour 14 personnes maximum. En 2018 : 5 travailleurs actifs ; bénéficiaires : 3 personnes morales, 2 autorités locales, 6 personnes privées.
- ADL : L'Agence de Développement Local Martelange-Fauvillers-Vaux-sur-Sûre-Léglise est l'acteur principal au niveau supra-communal en matière d'économie.

- Le commerce est peu présent sur la commune, les habitants se déplacent préférentiellement vers Bastogne et Arlon.

Opportunités/menaces

- Des structures actives sur le territoire (ADL et ALE)
- La création d'un commerce polyvalent et de services, renforçant la convivialité, la solidarité
- Ne pas s'impliquer au niveau communal dans l'économie et "laisser faire" le niveau supra-communal
- La disparition des subsides pour les service économiques (ADL, ALE)

Économie circulaire

Avise : Portail du développement de l'économie sociale et solidaire

- Approvisionnement durable : concerne le mode d'exploitation/extraction des ressources visant leur exploitation efficace en limitant les rebuts d'exploitation et l'impact sur l'environnement pour les ressources renouvelables et non renouvelables. Elaboration et mise en œuvre d'une politique d'achats responsables (sélection des fournisseurs sur des critères environnementaux, accompagnement des fournisseurs dans l'amélioration de leurs pratiques ...) Exemples existants : certification PEFC des forêts, certification bio en agriculture
- Eco-conception : Démarche qui consiste à diminuer, dès sa phase de conception, les impacts environnementaux d'un produit ou d'un service tout au long de son cycle de vie : limiter les déchets, prévoir des pièces de rechange...
- Ecologie industrielle et territoriale : recherche de synergies éco-industrielles à l'échelle d'une zone d'activités ou d'une commune ; les déchets d'une entreprise pouvant devenir les ressources d'une autre. Réduire l'impact environnemental. Exemples de projets : espace de coworking, créer un atelier de transformation avec matériel à Wisembach
- Economie de la fonctionnalité : forme d'économie collaborative qui privilégie l'usage à la possession et tend ainsi à vendre des services liés aux produits plutôt que les produits eux-mêmes : vente de services de qualité.
- Consommation responsable : consommation raisonnée et orientation de ses choix de produits en fonction de critères sociaux et écologiques. Exemples de projets : fournir les cantines, le CPAS avec des produits locaux ; GAC, achat groupé de vélos électriques, circuits courts...
- Allongement de la durée d'usage par le recours au réemploi, à la réparation et à la réutilisation. Exemples existants : Repair-Café, boîtes à livres, journée de l'AIVE de récupération des vélos, jouets, livres... ; exemple de projet : créer une donnerie près du Recyparc
- Recyclage : traitement et valorisation des matières contenues dans les déchets collectés

Agriculture

- L'agriculture couvre 3.250ha, soit 44% de la surface du territoire.
- Diminution de la Surface Agricole Utile de 14% en 10 ans et surtout du nombre d'exploitations (53 en 2006 et 38 en 2016 = -28%).
- 65 indépendants et 5 salariés (sylviculture et agriculture)
- La surface moyenne d'une exploitation est de 62ha
- Pas d'exploitation agricole à Wisembach et Honville
- Achat de terrains par les Grand-Ducaux, prix élevé du foncier
- Agriculteurs vieillissants et sans repreneur.
- L'élevage bovin est dominant ; on retrouve également de la volaille (Strainchamps, Warnach) et la diversification est soutenue par le PNHSFA (filiale épeautre d'Ardenne, Régale de nos terroirs).
- 56% des agriculteurs participaient au MAE en 2010, taux supérieur aux autres territoires de référence.
- Agriculture biologique : 7 exploitations sont certifiées bio en 2017, soit 18% ; c'est le double du taux wallon.
- Quelques points de vente liés à une production locale proposent des produits du terroir (Moulin de Hollange, Fourc'Hotte, Asbl Ruche et Terroir, maraîchage à Tintange, marchés du terroir, récent magasin de terroir)

Opportunités/menaces

- L'importance spatiale du patrimoine foncier agricole
- Les incertitudes à long terme des changements climatiques

- La variation des prix des productions agricoles
- L'augmentation de la taille des exploitations entraînant l'augmentation de la mécanisation et de l'intensif (pesticides, érosion, destruction des paysages ...)
- Les difficultés croissantes rencontrées par le secteur agricole (de manière générale)
- La disparition des agriculteurs locaux à cause de la pression foncière qui augmente partout
- La synergie entre les productions agricoles de la commune et les labels de produits locaux reconnus
- La demande croissante de produits locaux et de qualité (traçabilité)
- Les retombées locales indirectes des productions du terroir (tourisme, mobilité ...)
- La diversification difficile en quantité (surface et nombre d'exploitation réduites) et en qualité (pauvreté des sols, climat)
- L'essoufflement des initiatives locales

Les groupes de réflexion : méthode de travail

- 2 tables-rondes sont organisées :
 - 1) économie
 - 2) agriculture
- Chaque participant a reçu un carton avec un chiffre et est invité à rejoindre la table portant le même numéro.
- Chaque table est animée par un agent de développement, qui prend note des idées sous forme de schéma euristique.
- Les discussions sont lancées à partir de la grille AFOM et de propositions d'enjeux.
- Au bout de 25 minutes, les participants changent de table ; au bout d'une heure, chaque participant a ainsi pu s'exprimer sur toutes les thématiques abordées au cours de la soirée.
- Une mise en commun est ensuite présentée par les animateurs des tables et les participants sont invités à éventuellement compléter les idées.

Mise en commun des résultats des groupes de réflexion

Remarques sur le diagnostic

« Terres en vue » apporte une aide dans l'accès à la terre pour les agriculteurs ; la Commune envisage de s'affilier à l'association.

Propositions d'enjeux

- => Soutenir le secteur agricole face aux enjeux futurs (accès à la terre, diversification,...)
- => Développer les circuits courts et valoriser les produits locaux
- => Développer les emplois locaux
- => Soutenir et développer les PME et TPE, dans les villages et dans la ZAEM
- => Organiser une économie de proximité, basée principalement sur les ressources locales (commerces, économie circulaire,...)

Résultats

Agriculture – table 1

Communication

De nombreux messages partisans, généralistes circulent sur l'agriculture et son lien au climat (il faut diminuer la quantité de viande mangée par chacun car l'élevage pollue et nécessite beaucoup d'eau,...). Or, au niveau local, des efforts ont été faits pour une agriculture respectueuse de l'environnement ; les statistiques montrent que les prairies sont de plus en plus présentes – il s'agit d'un piège à CO2.

- Éditer dans le bulletin communal des chroniques mettant en parallèle les messages généralistes alarmistes avec les pratiques agricoles locales.
- Organiser des journées « ferme ouverte » pour sensibiliser le public à la production agricole locale.
- Organiser des journées pédagogiques, en partenariat avec le PN HSFA.

Circuits courts locaux – tables 1 et 2

- Faire la promotion des initiatives existantes (ex : la Fourc’Hotte, le maraîchage à Tintange,...)
- Éditer un feuillet à l’attention des scouts, afin de leur expliquer comment se fournir localement. Ce feuillet peut également s’adresser aux touristes dans les gîtes.
- Veiller à diffuser l’information régulièrement :
 - o Diffuser le guide de l’ADL à tous (il est actuellement donné avec les chèques commerces pour la prime de fréquentation du parc à containers)
 - o Insérer le répertoire de l’ADL sur le site internet communal
 - o Consacrer (des articles du) bulletin communal sur ce sujet.
- Compléter la signalétique vers les initiatives de circuits courts.
- Acheter la « Pause » (bâtiment dans la ZAEM sur la N4) et les serres à l’arrière, pour y créer un atelier de transformation à disposition des producteurs locaux et dédier les serres à un projet de maraîchage (en veillant à ne pas concurrencer les initiatives existantes).
- Créer une cuisine locale pour produire des repas à partir des produits locaux et à destination des écoles, des collectivités et des repas à domicile.
- Un commerce de produits locaux s’est implanté à Malmaison. La problématique de la mobilité est toujours présente. Compléter son offre par un marchand ambulant ou par un service de livraison.
- Prévoir un atelier de découpe ou de transformation de la viande (bœuf, production de porc).

Economie – table 2

- Envisager le développement de la ZAEM de Malmaison :
 - o Les habitants de Fauvillers souhaitent que cette zone soit réinvestie et se développe selon les modifications souhaitées au plan de secteur et dans le schéma de structure. Ces modifications portent essentiellement sur l’accessibilité et l’attractivité du site.
 - o Bien que cette zone offre un potentiel de développement de l’économie locale, les habitants ont à cœur de préserver le cadre rural de leur commune et ne souhaitent pas voir naître un zoning sur leur territoire. Leur souhait est d’y voir se développer une petite zone d’activités artisanales.
 - o À l’image de la commune voisine de Martelange, ce projet peut être réalisé indépendamment d’un partenariat avec IDELUX.
 - o Questionnements : Quel est l’intérêt (proximité directe avec le GDL) ? Quelle rentabilité ?
- Créer une coopérative citoyenne de maraîchage et de transformation de produits (exemple : fromage à partir de lait provenant des exploitations communales) sur le site des serres à Malmaison.
- Développer l’économie circulaire, notamment par la création d’une donnerie.
- Etre précurseur (ADL) en matière de formation sur la thématique du marketing durable.
- Sensibiliser et communiquer autour des initiatives commerciales locales déjà existantes comme « La Ruche » et « La Fourc’Hotte »
- L’enjeu de la mobilité étant important sur la commune, différentes opportunités/projets sont à étudier :
 - Développer des initiatives commerciales mobiles.
 - Rassembler les citoyens autour du GAC en construction.
 - Réaliser une enquête des flux de circulation sur le territoire communal afin de déterminer les sites à haut potentiel commercial et la provenance des différents usagers.
 - Mettre en place, sous l’impulsion de l’ADL, un marché du terroir itinérant, transcommunal (4 communes de l’ADL), avec des dates/lieux/jours fixes.

Sophie Orban, Clémentine Descamps,
Agents de développement FRW

Participants au Groupe de travail thématique 5 à Fauvillers le 26/03/2019

Présents

Titre	Nom	Prénom	Village
M.	Brevers	Gabriel	Strainchamps
Mme	Crochet	Evelyne	Bodange
M.	de Jaeger	Ghislain	Fauvillers
Mme	Delperdange	Danielle	Bodange
Mme	Gangler	Chantal	Tintange
M.	Gengler	Olivier	Bodange
Mme	Geradin	Annie	Menufontaine
M.	Goffin	Baudouin	Honville
M.	Grandjenet	Erwin	Warnach
Mme	Hubart	Agnès	Warnach
M.	Jumpertz	Jean-Michel	Fauvillers
M.	Leclere	Marcel	Menufontaine
Mme	Majérus	Véronique	Bodange
M.	Perrad	Paul	Bodange
Mme	Samyn	Annick	Wisembach
M.	Stilmant	Nicolas	Fauvillers
M.	Thomas	Robert	Tintange

Excusée

Titre	Nom	Prénom	Village
Mme	Erneux-Yernaux	Françoise	Strainchamps